

L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ENTRE HONG-KONG, TAÏWAN ET LES PROVINCES CÔTIÈRES DE LA CHINE

Randall S. Jones, Robert E. King et Michael Klein

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	130
1. Intégration économique au sein de la zone économique chinoise (ZEC) ..	132
A. Echanges	732
B. Investissements étrangers directs	138
C. Autres liens économiques	142
D. Incidence de l'intégration au sein de la ZEC	143
ii. Facteurs de l'intégration	145
A. Dotation en ressources	145
B. Avantage comparatif révélé	148
C. Rôle de la politique économique	149
D. Liens politiques	153
E. Une croissance rapide, malgré les distorsions résultant de la politique économique	154
III. Perspectives	156
Bibliographie	161

Randall S. Jones et Robert E. King sont économistes à la Division des échanges et des investissements du Département des affaires économiques de l'OCDE. Michael Klein, qui travaillait dans la même division, est aujourd'hui à la Banque mondiale. Les auteurs souhaitent remercier Sveinbjorn Blöndal, Michael P. Feiner, Nicholas Vanston et Bernard Wacquez pour leurs commentaires et leurs suggestions.

INTRODUCTION

Durant la décennie qui vient de s'écouler, un certain nombre d'arrangements commerciaux régionaux se sont mis en place ou étendus'. De nombreux gouvernements ont réduit les obstacles aux échanges et à la mobilité des facteurs sur le plan régional, afin de promouvoir un resserrement des liens économiques. La création d'un marché unique au sein de la Communauté européenne et l'instauration d'un Accord de libre échange en Amérique du Nord en sont l'illustration. Malgré les nombreux efforts entrepris pour encourager l'intégration régionale en dehors de la zone OCDE, l'importance et l'efficacité de ces accords est restée limitée'.

Dans ce tableau général, l'intégration qui se développe rapidement entre Hong-Kong, Taïwan et plusieurs provinces du **sud** de la Chine, au sein de ce que l'on pourrait appeler la Zone économique chinoise (ZEC), fait exception. Ce processus d'intégration n'est pas le résultat d'une action des autorités visant à resserrer les liens entre ces

Tableau 1. Indicateurs structurels

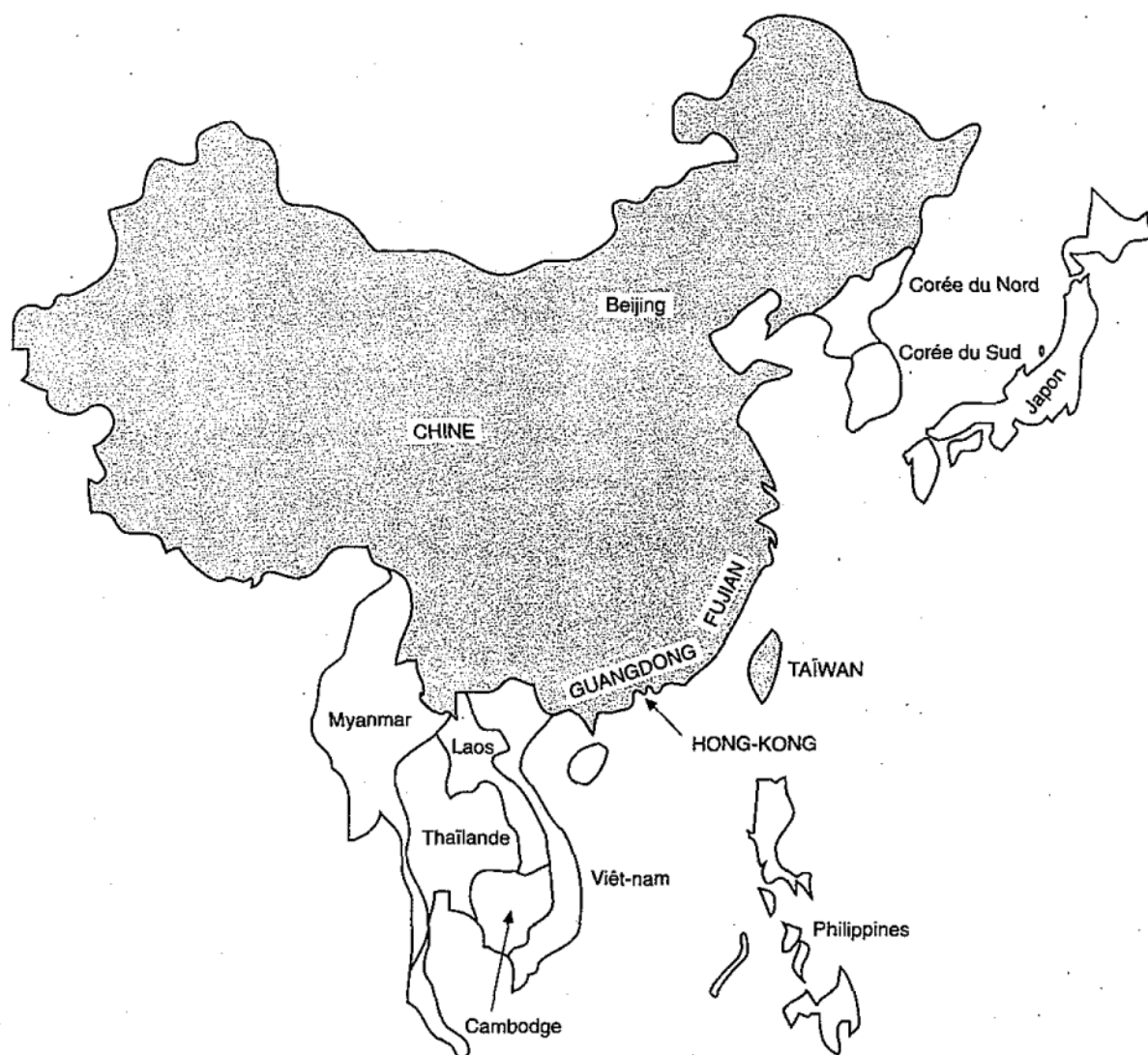
1990, sauf indication contraire

	Hong-Kong	Taiwan	APC
PIB (milliards de \$)	67	163	420
Population (millions)	5.8	20.4	1 133.7
Superficie (1 000 km ²)	1.1	36.0	9 651.0
Densité démographique (population/km ²)	5 572	574	119
Terres arables/1 000 personnes (km ²)	0.01	0.44	0.88
PIB par habitant (\$)	11 490	7 997	370
PIB par habitant corrigé des PPA ¹ (\$)	13 906	n.d.	2 124
Investissements/PIB (%)	28	22	39
Épargne/PIB (%)	33	30	43
Croissance du PIB (1980-90) (%)	7.1	7.4	9.5
Croissance du PIB par habitant (1980-90) (%)	5.7	6.0	8.1
Croissance démographique (1980-90) (%)	1.4	1.4	1.4
Exportations/PIB (%)	137	47	18
Production agricole/PIB (%)	0	4	27
Taux annuel d'inflation (1980-90) (%)	7.2	3.0	5.8
Espérance de vie (années)	78	74.2	70

1. PIB par habitant en dollars 1987, corrigé pour tenir compte des différences de niveau de prix.

2. 1987.

Sources : Banque Mondiale (1992); République de Chine (1990); Programme des Nations Unies pour le développement (1990).



économies, mais est né de façon spontanée à la suite des réformes économiques introduites en Chine. L'ouverture de ce pays et le boom économique de ses provinces du sud ont permis à Hong-Kong de retrouver son rôle d'entrepôt commercial entre la Chine et le reste du monde. Quant aux relations entre la Chine et Taïwan, elles se sont renforcées à partir de 1987, avec la levée progressive de l'interdit imposé par Taïwan sur les contacts avec le continent. Étant donné la vigueur de la croissance de chacune des économies qui la composent (tableau 1), la ZEC en est venue, au cours des dix dernières années, à jouer un rôle de premier plan dans le commerce mondial (tableau 2)³.

Dans cet article, nous examinerons l'apparition de la ZEC sur le devant de la scène économique mondiale et les facteurs qui ont permis ou favorisé ce processus d'intégration économique. Nous verrons d'abord la forme qu'a revêtue l'intégration au sein de la ZEC. Dans la deuxième partie, nous observerons les facteurs qui ont entraîné l'intégration de Hong-Kong, Taïwan et la Chine du sud, et ce malgré les distorsions et les obstacles aux échanges et à l'investissement induits par la politique économique. Pour finir, nous nous pencherons sur les perspectives qui s'ouvrent à la ZEC.

Tableau 2. Classement d'un certain nombre de pays
d'après leur part dans les exportations mondiales
En pourcentage des exportations mondiales

1973			1990		
Pays	Rang	Part	Pays	Rang	Part
États-Unis	1	12.2	Allemagne*	1	11.4
Allemagne*	2	11.7	États-Unis	2	11.3
Japon	3	6.4	Japon	3	8.3
France	4	6.3	France	4	6.2
Royaume-Uni	5	5.3	ZEC	5	6.0
URSS	10	3.7	Royaume-Uni	6	5.3
ZEC	11	2.7	URSS	11	3.0
Suède	12	2.1	Hong-Kong	12	2.4
Tchécoslovaquie	22	1.1	Taiwan	13	1.9
Chine	23	1.0	Corée	14	1.9
Autriche	24	1.0	Suisse	15	1.8
Hong-Kong	26	0.9	Chine	16	1.7
Norvège	27	0.9	Suède	17	1.7
Taiwan	29	0.8	Mexique	22	1.2
Corée	39	0.6	Brésil	26	0.9

* République fédérale d'Allemagne.

Notes : Les chiffres pour la ZEC et Hong-Kong comprennent les réexportations. Si les réexportations sont exclues, la ZEC tombe à la 6^e place en 1990.

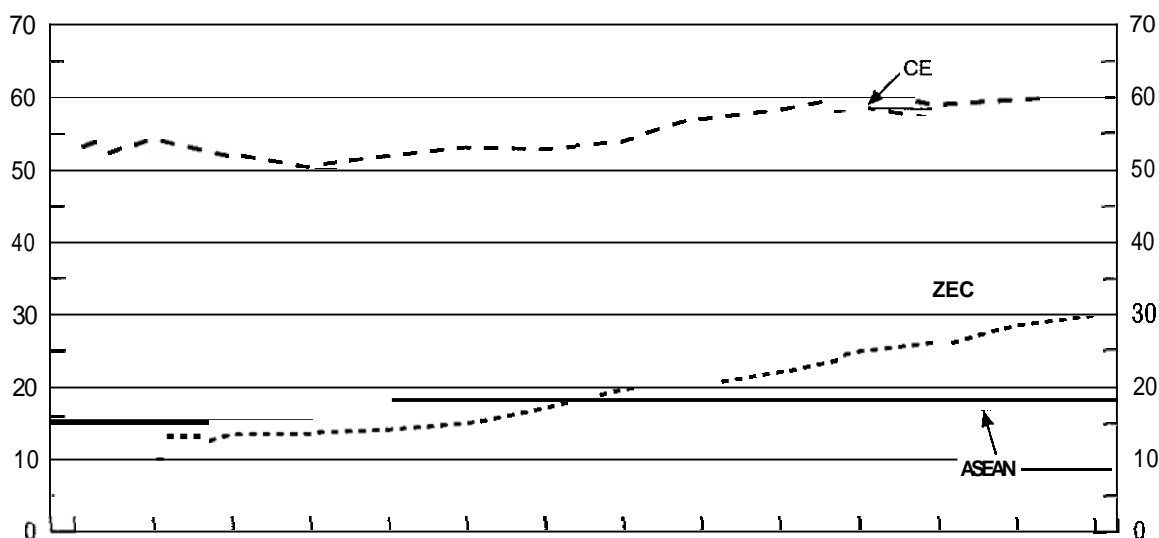
Source: GATT.

I. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AU SEIN DE LA ZONE ÉCONOMIQUE CHINOISE (ZEC)

A. Échanges

Les échanges au sein de la ZEC se sont développés rapidement ces dernières années, malgré les barrières commerciales encore en place et l'absence d'arrangements visant à promouvoir les échanges. Le commerce à l'intérieur de la zone est passé de 10 pour cent du commerce total de la ZEC en 1978 à 30 pour cent en 1991 (graphique 1). Cette tendance contraste fortement avec celle que l'on a pu observer au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), où la part des échanges intrarégionaux ont légèrement diminué depuis 1983, malgré un accord visant à les promouvoir. Aucun des 12 arrangements commerciaux régionaux examinés dans une récente étude de l'OCDE n'a permis d'obtenir une expansion des échanges internes comparable à celle de la ZEC (tableau 3).

L'un des indicateurs d'intégration est l'intensité des échanges, qui compare l'ampleur des échanges entre deux économies à leur part dans le commerce mondial (tableau 4). C'est entre Hong-Kong et la Chine que cette intensité est la plus forte. Avec



CE : Pour toutes les années, les 12 états membres actuels de la Communauté européenne ; ASEAN : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande ; ZEC : Chine, Taïwan, Hong-Kong.
Sources : FMI, Direction des Statistiques commerciales ; estimations des services de l'OCDE.

les politiques de décentralisation progressive du commerce extérieur de la Chine, dans le courant des années 80, Hong-Kong a retrouvé son importance en tant qu'intermédiaire entre les producteurs chinois et le marché mondial⁴.

En 1990, 36 pour cent des exportations de la Chine ont été réexportées via Hong-Kong, contre 6 pour cent en 1977. La part des importations de la Chine transitant par Hong-Kong a aussi augmenté, passant de moins de 1 pour cent à 25 pour cent durant la même période. En valeur, les exportations de la Chine vers Hong-Kong ont été plus que décuplées entre 1979 et 1991. Les biens réexportés de Hong-Kong représentaient environ 90 pour cent de l'augmentation. La valeur des marchandises chinoises restant à Hong-Kong a, en revanche, diminué, des produits de meilleure qualité en provenance du Japon et d'autres pays de l'OCDE ayant remplacé les produits chinois à mesure que Hong-Kong s'enrichissait.

Alors que, d'après les statistiques chinoises, Hong-Kong est le principal marché à l'exportation et fournisseur d'importations de la Chine, elle tombe au troisième rang derrière les États-Unis et le Japon quand les réexportations sont attribuées à leur destination finale. Hong-Kong joue un rôle particulièrement important de plaque tournante entre la Chine et les États-Unis. En 1990, 62 pour cent des livraisons de la Chine aux États-Unis ont transité par Hong-Kong, de même que le cinquième des exportations américaines vers la Chine⁵.

Le rôle grandissant assumé par Hong-Kong en tant qu'intermédiaire entre la Chine et le reste du monde transparait dans la croissance de ses réexportations, qui a atteint 26 pour cent par an entre 1980 et 1992. Ces réexportations, qui ont dépassé les exportations de l'île en 1988, étaient équivalentes à 93 pour cent du PIB de Hong-Kong

Tableau 3. Comparaison entre la ZEC et diverses zones d'intégration régionale

	Part en pourcentage des échanges intra-régionaux (en pourcentage des échanges totaux)		Degré d'ouverture ¹ (échanges/PNB)			Variation du degré d'ouverture (en points de pourcentage)	
	Période de base	Fin de période	Période de base	Fin de période	Total	Variation des échanges intra-régionaux (en pourcentage du PNB)	Variation des échanges extra-régionaux (en pourcentage du PNB)
Zones d'accords régionaux							
ZEC^a	10.0	29.8	6.0	32.4	26.4	9.1	17.3
Afrique subsaharienne							
CEDEAO ^b	1.7	5.0	72.1	39.4	-32.7	0.8	-33.5
CEAO ^c	4.3	4.8	60.8	43.1	-17.6	-0.5	-17.1
Union du fleuve Mano ^e	0.2	0.3	92.3	39.3	-53.0	-0.1	-52.9
CEPGL ^b	0.0	0.4	214.4	27.3	-187.1	0.0	-187.1
UDEAC ^d	0.8	1.8	64.4	32.5	-31.9	0.1	-32.1
PTA ^e	7.7	6.6	40.2	38.2	-2.0	-0.6	-1.4
Amérique Latine et Caraïbes							
CARICOM ^f	2.9	1.6	102.0	89.6	-12.4	-1.5	-11.0
MCCA ^d	3.5	5.5	35.5	41.2	5.7	1.1	4.6
ALALE/ALADI ^d	4.0	6.0	26.0	19.8	-6.2	0.2	-6.3
dont : ANDEAN ^f	1.2	2.5	39.6	26.6	-13.0	0.2	-13.2
Asie							
ASEAN ^f	6.2	8.8	39.2	84.9	45.5	5.0	40.6
Accord de Bangkok ^b	0.5	0.7	24.5	34.2	9.7	0.1	9.5
Europe							
CE9 ^g	49.0	49.9	35.5	48.3	12.8	6.7	6.1

1. Le PIB est pris en compte pour l'Accord de Bangkok, le CEDEAO et le CEPGL.

Notes :

a) Calculs sur la base des différences entre 1970 et 1990.

b) Calculs sur la base des différences entre 1976 et 1988.

c) Calculs sur la base des différences entre 1974 et 1988.

d) Calculs sur la base des différences entre 1960 et 1988.

e) Calculs sur la base des différences entre 1980 et 1988.

f) Calculs sur la base des différences entre 1970 et 1988.

g) Calculs sur la base des différences entre 1968-72 et 1978-82.

Sources : OCDE (1993b); Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, Banque de Chine, Statistiques financières; Wonacott et Lutz (1989).

Tableau 4. Intensité des échanges dans la ZEC*

	Hong-Kong et Chine	Hong-Kong et Taïwan	Taïwan et Chine
1970	n.d.	6.7	n.d.
1980	n.d.	5.1	n.d.
1984	15.2	3.7	0.0
1987	15.7	3.3	0.4
1988	15.4	3.3	0.7
1989	16.0	3.3	0.9
1990	18.0	3.7	1.3

* Part des échanges entre les deux économies, divisée par leur part dans les échanges mondiaux. Si l'indice est égal à l'unité, les relations commerciales bilatérales sont aussi importantes que le laissait prévoir la part de ces économies dans les échanges mondiaux. S'il est supérieur à l'unité, les relations commerciales bilatérales sont plus étroites.

Note : En 1990, l'intensité des échanges entre la Chine et le Japon était égale à 2 et celle des échanges entre la Chine et Singapour à 1.4. L'intensité des échanges entre la Chine et Taïwan, qui reste relativement faible, a augmenté rapidement ces dernières années.

Source : Nations Unies.

en 1992, contre un quart seulement dix ans plus tôt, tandis que les exportations locales perdaient de leur importance relative. La Chine a produit 58 pour cent des marchandises réexportées par Hong-Kong en 1990; un peu plus du tiers a été acheté par les États-Unis (tableau 5). Presque 80 pour cent des réexportations de Hong-Kong en provenance de Chine et à destination des marchés étrangers étaient des produits fabriqués en Chine dans le cadre d'accords de commandite passés par des sociétés de Hong-Kong. La Chine n'est pas seulement le principal fournisseur des réexportations de Hong-Kong, elle en est aussi une importante destination, représentant 31 pour cent du total en 1992. Deuxième marché à l'exportation de Hong-Kong, la Chine continentale se place aussi au deuxième rang pour les réexportations, après les États-Unis, avec 26 pour cent du total. Environ les trois quarts des exportations de Hong-Kong vers le continent sont des produits destinés à y subir une nouvelle transformation⁶. Taïwan, qui a acheté 3 pour cent des exportations de Hong-Kong en 1992, est son septième marché.

L'intensité des échanges entre Taïwan et la Chine est beaucoup plus faible, mais a fortement progressé depuis 1984. Le commerce bilatéral entre Taïwan et la Chine est passé de moins de 50 millions de dollars en 1978 à 7.4 milliards en 1992, avec un net excédent en faveur de Taïwan⁷. Les exportations vers la Chine représentaient 7.7 pour cent des exportations de Taïwan en 1992, cependant que les importations du continent, essentiellement limitées aux matières premières, ne constituaient que 1.6 pour cent de ses importations totales. Le commerce direct, à savoir la contrebande et le « petit commerce » sur des bateaux de moins de 100 tonnes, a sans doute également augmenté, mais il est difficile à mesurer.

Hong-Kong commerce beaucoup moins intensément avec Taïwan qu'avec le continent. Jusqu'au milieu des années 80, la relation était unilatérale car le marché de Taïwan était relativement fermé. Toutefois, l'intensité des échanges s'est accrue en 1990, avec la plus grande ouverture du marché de Taïwan, l'appréciation de sa mon-

Tableau 5. Commerce de réexportation de Hong-Kong

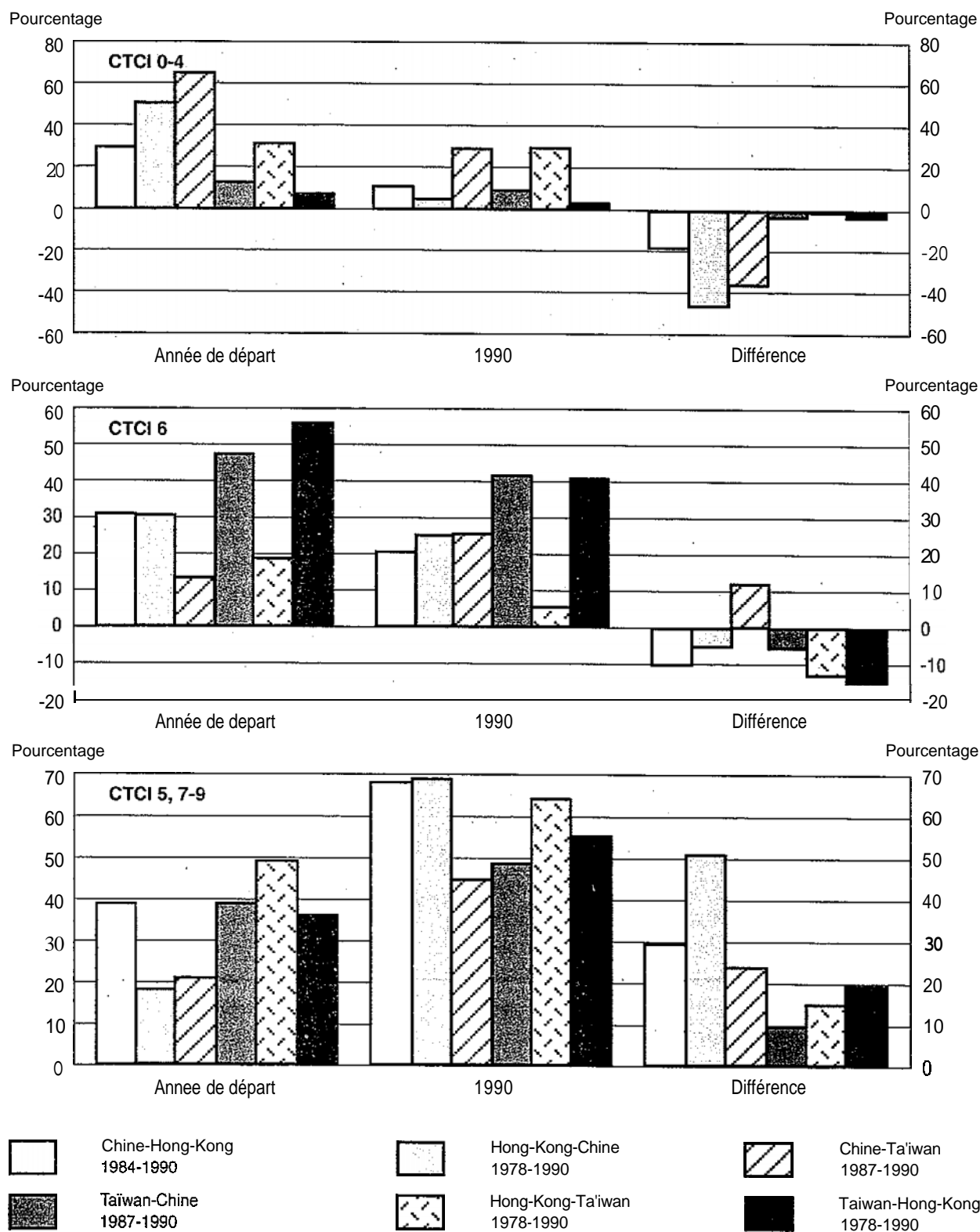
En pourcentage des réexportations totales

Source	Destination	Pari en pourcentage		Taux de croissance annuel en valeur (pourcentage)
		1990	1992	
A. Réexportations dont la Chine est la destination				
Chine	Chine	3.4	2.9	18.3
Taiïwan	Chine	6.2	7.1	40.2
Japon	Chine	6.0	8.0	32.5
États-Unis	Chine	2.5	2.6	28.5
Autres	Chine	8.7	10.0	32.4
Monde	Chine	26.8	30.7	32.4
B. Réexportations dont la Chine est la source :				
Chine	Chine	3.4	2.9	18.3
Chine	Taiïwan	1.4	1.3	18.6
Chine	Japon	3.9	4.1	28.9
Chine	États-Unis	19.7	20.3	27.0
Chine	Autres	29.7	29.9	26.0
Chine	Monde	58.1	58.4	25.9
C. Réexportations dont la Chine n'est ni la source ni la destination :				
		18.5	13.8	10.9
Réexportations totales de Hong-Kong		100.0	100.0	25.6
Note : 55 pour cent des marchandises chinoises réexportées par Hong-Kong en 1990 correspondaient à des opérations de perfectionnement passif réalisées en Chine par des entreprises de Hong-Kong.				
Source : Hong Kong Government Secretariat (1993).				

naie et son recours à Hong-Kong en tant qu'intermédiaire dans ses relations avec le continent.

La forte expansion du volume des échanges intrarégionaux s'est accompagnée d'une évolution de leur composition, où les produits manufacturés sont venus supplanter les matières premières (graphique 2). Même si les calendriers diffèrent en fonction de la disponibilité des données, les produits manufacturés (CTCI 5 et 7-9) ont progressé dans tous les cas. Ainsi, dans les exportations de Hong-Kong vers la Chine, la part des produits manufacturés est passée de 18 pour cent en 1978 à 69 pour cent en 1990, alors que celle des matières premières (CTCI 0-4) et des produits manufacturés de base (CTCI 6) a diminué. Les exportations de la Chine vers Hong-Kong ont suivi une évolution comparable entre 1984 et 1990. Malgré les restrictions imposées par Taiïwan sur les types de produits autorisés à l'importation en provenance du continent, la part totale des produits manufacturés (CTCI 5-9) dans les exportations de la Chine vers Taiïwan a doublé, passant de 35 pour cent en 1987 à 71 pour cent en 1990. Les échanges prennent un caractère de plus en plus intra-industriel, les textiles représentant une part sensible des importations comme des exportations de la Chine continentale. La recomposition des exportations de Hong-Kong et Taiïwan est marquée par un

Graphique 2. Composition des échanges intra-ZEC
Exportations



Source: O.N.U., Comtrade.

net abandon des produits manufacturés de base (CTCI 6) au profit des autres produits manufacturés entre 1978 et 1990.

B. Investissements étrangers directs

Taiwan et Hong-Kong ont accumulé un important stock d'investissement direct sur le continent durant les années 80, ce qui a contribué à faire de la Chine le premier bénéficiaire d'IED en dehors de la zone de l'OCDE (tableau 6). Selon des statistiques chinoises, Hong-Kong a investi en moyenne plus de 2 milliards de dollars par an entre 1979 et 1990 (tableau 7), soit 62 pour cent de l'investissement direct total en Chine (graphique 3). Ce chiffre est probablement surestimé, car il englobe l'investissement de filiales étrangères, taiwanaises pour certaines, installées à Hong-Kong.

Les investissements de Taïwan en Chine entre 1979 et 1990 ont atteint au total 2 milliards de dollars, d'après les statistiques chinoises, ce qui en fait le quatrième investisseur après Hong-Kong, les États-Unis et le Japon, avec 5 pour cent du total. L'importance de Taïwan en tant que source d'investissement en Chine a toutefois connu une progression spectaculaire depuis 1987. En 1990, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques de source chinoise, Taïwan représentait 14 pour cent de l'investissement direct en Chine, ce qui la mettait en deuxième place derrière Hong-Kong. Les statistiques de Taïwan relatives aux mouvements de capitaux sous-estimaient très nettement les sorties de capitaux, en particulier à destination de la Chine. Cependant les sorties totales de capitaux ont marqué une forte hausse depuis 1987, ce qui pourrait correspondre aux investissements sur le continent. Au début de 1993, le gouvernement estimait à 6 ou 7 000 le nombre de sociétés de Taïwan ayant investi en Chine, bien que seules 2 700 en aient fait la déclaration officielle. Les estimations récentes de valeur des investissements taiwanais en Chine varient entre 5 et 10 milliards de dollars⁸.

La situation financière difficile des entreprises d'État chinoises a accru leur besoin d'argent frais pour devenir efficaces et rentables. On estime qu'entre un et deux tiers d'entre elles tournent à perte⁹. Avec, selon les estimations, 20 pour cent des dépenses publiques et 80 pour cent des prêts bancaires mis en œuvre pour soutenir un secteur public qui perd de l'argent, les administrations locales sont désireuses de vendre des entreprises d'État à des investisseurs étrangers. Hong-Kong et Taïwan, gros exportateurs de capitaux, sont une source de fonds de premier plan. Ainsi, en août 1992, la ville de Quanzhou, dans la province du Fujian, a cédé à une entreprise de Hong-Kong une majorité de contrôle de 60 pour cent sur 40 des 41 entreprises d'État que comptait la ville¹⁰.

Les investissements de Hong-Kong sont concentrés dans la région voisine du Guangdong, où l'on estime à 2 ou 3 millions le nombre de Chinois travaillant pour des entreprises de Hong-Kong. Dans la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen, limitrophe de Hong-Kong, 80 pour cent des 4 000 entreprises étrangères à la fin de 1991 appartenaient à des firmes de Hong-Kong". Une grande part des investissements taiwanais se situent dans la province du Fujian, qui partage un dialecte commun avec Taïwan. L'installation des usines de Hong-Kong et Taïwan a fait des provinces du Guangdong et du Fujian les principales bénéficiaires des investissements étrangers en

Tableau 6. **Entrées d'investissements directs étrangers dans le monde**

Moyennes annuelles

	1980-84	1985-89	1988-89
Monde (en milliards de \$ US)	49.7	119.0	173.0
[en pourcentage des investissements mondiaux]			
<i>dont :</i>			
Pays en développement	5.2	18.7	16.9
Asie	9.5	9.0	8.8
Chine	1.1	2.1	1.9
Amérique latine et Caraïbes	12.3	7.0	5.8
(en pourcentage du total pour les pays en développement)			
Asie	37.6	48.2	52.1
Chine*	4.2	11.2	11.3
Amérique latine et Caraïbes	48.8	37.4	34.2

* La Chine a été le premier pays bénéficiaire d'investissements directs de l'OCDE entre 1979 et 1989, avec 2.1 pour cent du total mondial. Le Mexique est au deuxième rang avec 1 pour cent.

Source : Nations Unies, *Statistiques sur l'investissement dans le monde*, 1991.

Tableau 7. **Investissements nets approuvés¹ dans la Zone économique chinoise**

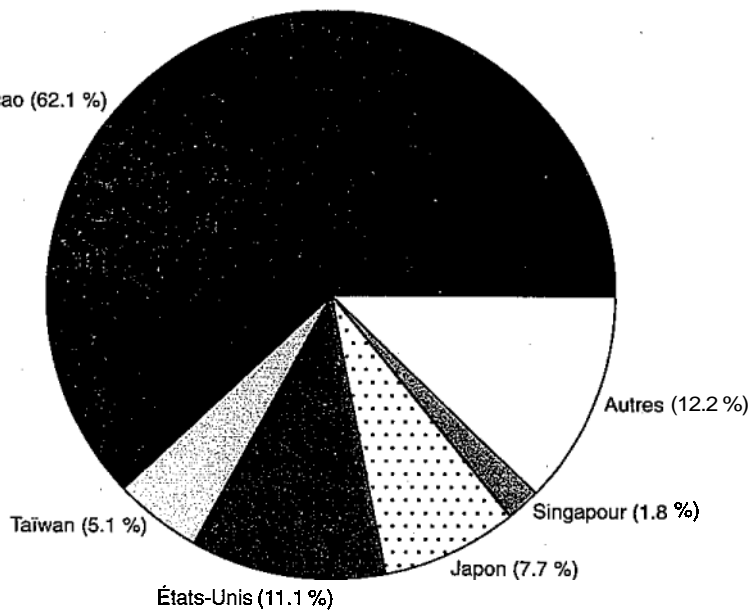
Moyenne annuelle en millions de \$ US

	Investissements de l'étranger			
	Hong-Kong (1985-90)	Taiwan (1985-91)	Chine (1979-90)	Chine (1990)
Total	250	1 510	3 363	6 596
<i>dont, de :</i>				
Hong-Kong	—	151	2 088	3 943
Taiwan	-2	—	170	890
Chine	52	n.d.	—	—
	Investissements à l'étranger			
	Hong-Kong (1984-87)	Taiwan (1985-91)	Chine (1981-86)	Chine (1987-91)
Total	669	650	36	891
<i>dont, a :</i>				
Hong-Kong et Macao	—	—	n.d.	n.d.
Taiwan	88	36	—	—
Chine	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

* Dans le cas de la Chine, les investissements directs internationaux ont été en fait supérieurs de moitié à la valeur approuvée entre 1979 et 1990. Hong-Kong ne publie pas de statistiques sur les flux de capitaux.

Sources : China *Statistical Yearbook*, 1991; OCDE.

Graphique 3. L'investissement direct étranger en Chine, par provenance, 1979-90

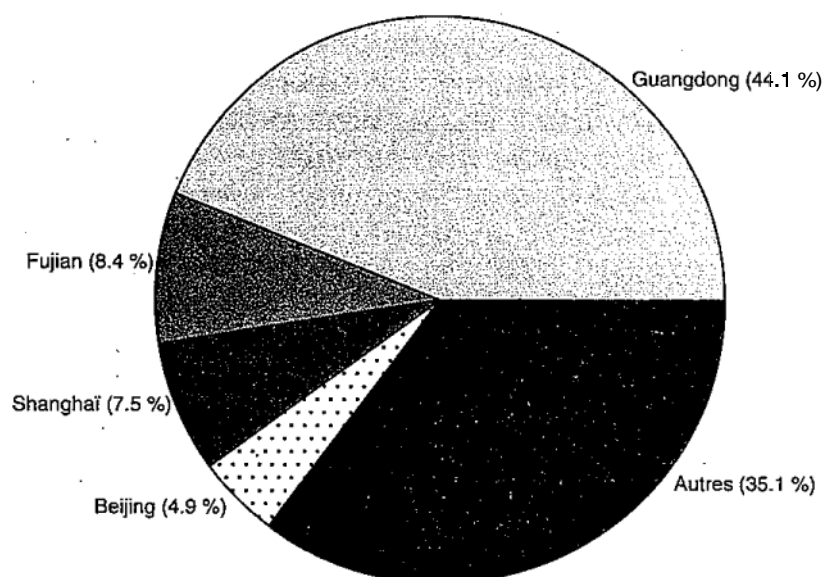


Source: Huang Fanzhang, 1992.

Chine (graphique 4) et contribué au développement d'un tissu industriel qui se démarque nettement de celui du reste du pays. Ce sont les petites entreprises et les produits industriels légers qui représentent la part de la production la plus importante (tableau 8). Dans le Guangdong, le rapport de la production industrielle légère à la production lourde est plus de deux fois supérieur à son équivalent pour l'ensemble de la Chine. De plus, la structure de propriété diffère. Les entreprises d'État, qui représentent plus de la moitié de la production industrielle du pays représentent moins de la moitié de la production du Guangdong et du Fujian. La production des entreprises détenues par des collectivités, des individus et, surtout, des étrangers (inclus dans la catégorie « autres ») représente la plus grosse part du total.

Les caractéristiques industrielles du Guangdong et du Fujian font effectivement apparaître une concentration des investissements de Hong-Kong et de Taïwan en Chine sur des petites unités fabriquant des produits industriels légers¹². Contrairement aux investissements des États-Unis et du Japon, qui visent plutôt à répondre à la demande croissante des consommateurs chinois, les usines taïwanaises produisent principalement pour l'exportation vers Taïwan ou des pays tiers. De même, une bonne part de la production des entreprises étrangères installées dans le Guangdong est réexpédiée vers Hong-Kong où elle reçoit un apport supplémentaire de valeur ajoutée, souvent sous la forme de services, avant d'être réexportée. Les installations étrangères de Shenzhen, qui appartiennent principalement à des firmes de Hong-Kong, représentent plus de la moitié des exportations de la ZES¹³. La politique de dépréciation progressive de la monnaie chinoise a favorisé les investissements à vocation exportatrice sur le continent.

Graphique 4. L'investissement direct étranger en Chine, par province, 1979-90



Source : Huang Fanzhang, 1992,

Tableau 8. Statistiques industrielles pour certaines provinces
En pourcentage de la production industrielle en 1990

	Beijing	Shanghai	Fujian	Guangdong	Total national
A. Propriété					
Étatique	63	68	45 (26)	40 (28)	55
Collective	29	20	31 (10)	35 (4)	36
Personnes physiques	1	0	6 (13)	5 (16)	5
Autres ¹	7	12	17 (2)	20 (1)	4
B. Taille des entreprises²					
Grandes	52	46	17 (28)	28 (24)	35
Moyennes	19	20	27 (7)	21 (11)	20
Petites	29	33	61 (3)	51 (5)	45
C. Ratio industrie légère/ industrie lourde					
	79	108	163 (4)	207 (2)	98

1. Y compris les entreprises appartenant à des étrangers.

2. Basée sur la capacité de production.

Note : Le chiffre entre parenthèses indique le classement de Guangdong et Fujian parmi les trente provinces chinoises.

Source : China Statistical Yearbook, 1997.

Alors que les investissements chinois ne sont pas autorisés à Taïwan, ils ont pris une certaine importance à Hong-Kong, où on les situe entre 12 et 15 milliards de dollars en 1992¹⁴. Dans le secteur manufacturier de Hong-Kong, le continent occupait la troisième place en matière d'investissement étranger en 1990, après le Japon et les États-Unis¹⁵. Ces chiffres sous-estiment sans doute l'importance des investissements chinois car les Chinois sont amenés à ne pas déclarer leurs filiales à Hong-Kong afin d'éviter les contrôles sur le commerce avec l'étranger et le contrôle des changes. Les investissements réalisés à Hong-Kong par le gouvernement chinois pourraient être en partie destinés à rendre plus crédible sa promesse de maintenir en place le système économique de Hong-Kong après 1997.

Les flux d'investissement entre Hong-Kong et Taïwan sont plus modestes. Les fonds investis à Hong-Kong représentaient moins de 6 pour cent du total des sorties de capitaux de Taïwan entre 1985 et 1991. Pendant ce temps, Hong-Kong a investi 350 millions de dollars à Taïwan entre 1984 et 1987, dernières années pour lesquelles on dispose de statistiques.

C. Autres liens économiques

Outre les investissements directs, on observe une progression des flux financiers entre les trois économies. On estime que 30 pour cent de la monnaie de Hong-Kong circule en Chine continentale¹⁶. La Banque de Chine, banque chinoise contrôlée par l'État et fortement implantée à Hong-Kong, a été désignée pour émettre des billets de banque de Hong-Kong à partir de 1994. Elle rejoindra ainsi les deux banques émettrices britanniques. La part de Hong-Kong dans les emprunts extérieurs de la Chine est passée de moins de 1 pour cent en 1983 à presque 10 pour cent en 1989. Les prêts consortiaux à destination de la Chine sont un autre aspect du rôle d'intermédiaire de Hong-Kong, qui en finance 80 pour cent. En 1987, les entreprises à capitaux chinois ont commencé à collecter des fonds sur la Bourse de Hong-Kong. Depuis la création, en février 1992 sur les Bourses de Shanghai et de Shenzhen, d'actions spéciales destinées aux étrangers, on commence à assister à des investissements de prises de participation de part et d'autre de la frontière. Une autre forme de flux financiers est apparue en mai 1990 lorsque Taïwan a levé une interdiction frappant depuis 40 ans les envois de fonds vers le continent. Depuis, les résidents de Taïwan ont envoyé plus de 120 millions de dollars à des parents sur le continent chinois¹⁷.

Du fait de l'intégration économique de la Chine et de Hong-Kong, les communications entre le continent et le territoire se sont améliorées. On estime que 50 000 résidents de Hong-Kong passent chaque jour la frontière et des entreprises de Hong-Kong construisent actuellement des autoroutes dans le Guangdong. De plus, le gouvernement provincial du Guangdong a l'intention d'investir 35 milliards de dollars dans des infrastructures permettant de relier les régions les plus reculées de la province avec la région prospère du delta de la Rivière des Perles¹⁸. En 1992, plus d'un million de Taïwanais ont visité la Chine, cependant que 10 000 Chinois du continent faisaient le voyage inverse. Les liaisons entre Taïwan et la Chine se sont intensifiées depuis l'assouplissement de l'interdit sur les contacts avec le continent. Au moins 50 millions de lettres ont traversé le Déroit de Formose durant les quatre dernières années et

15 millions de communications téléphoniques ont été échangées ces trois dernières années¹⁹.

D. Incidence de l'intégration au sein de la ZEC

L'intégration croissante de Hong Kong, de Taïwan et de la Chine a modifié les liens macro-économiques au sein de la ZEC et entre la ZEC et l'OCDE. Avant 1980, compte tenu de sa politique isolationniste, la Chine connaissait un cycle économique indépendant de ce qui se passait dans les pays de l'OCDE (tableau 9). En revanche, les économies plus ouvertes de Hong-Kong et de Taïwan étaient influencées par les tendances observées dans la zone de l'OCDE. Par ailleurs, si la Chine avait peu d'influence sur l'économie taïwanaise, ses liens avec Hong-Kong étaient plus étroits. Ainsi, la révolution culturelle de la Chine, de 1966 à 1976, a eu une sérieuse incidence sur la confiance à Hong-Kong.

Pendant les années 80, la croissance économique de la Chine est devenue plus étroitement liée à celle de l'OCDE, alors que l'on observait le contraire pour Hong-Kong et Taïwan. L'influence grandissante de la Chine est l'une des raisons du relâchement des liens entre Hong-Kong, Taïwan et l'OCDE. Si le parallélisme de croissance entre Hong-Kong et le continent s'est atténué dans les années 80, le processus de négociation des futures relations de la Chine avec Hong-Kong après 1997 a eu des effets sensibles sur la croissance de l'île au cours des dix dernières années. L'influence de la Chine transparaît dans les tendances observées entre 1989 et 1991. Alors que l'activité se ralentissait dans la zone de l'OCDE, celle de la ZEC s'est accélérée, sous l'impulsion des flux d'échanges et d'investissements de plus en plus denses au sein de la région.

L'intégration économique a aussi eu des répercussions profondes sur la structure des trois économies. On le constate en particulier à Hong-Kong, qui a beaucoup profité des activités de réexport. Le taux de marge sur les marchandises chinoises réexportées depuis Hong-Kong a été estimé à 13.4 pour cent en 1990²⁰. Outre les bénéfices, le

Tableau 9. Liens entre les cycles conjoncturels dans la ZEC et l'OCDE

Coefficients de corrélation

Corrélation entre	1967-80	1980-92
OCDE – Chine	-0.01	0.48
OCDE – Taïwan	0.77	0.48
OCDE – Hong-Kong	0.53	0.23
Chine – Taïwan	0.07	0.24
Chine – Hong-Kong	0.30	0.10
Taïwan – Hong-Kong	0.59	0.79

Sources : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*; FMI, *SFI*; Hong-Kong, *Estimates of Gross Domestic Product 1966 to 1992*; République de Chine, *National Income in Taiwan Area, The Republic of China*.

taux de marge intègre le coût du transport, du stockage, de l'assurance, de l'emballage et des transformations mineures ne justifiant pas un changement de dénomination du pays d'origine. Le changement structurel à Hong-Kong se manifeste principalement dans la composition sectorielle du PIB et de la main-d'œuvre et non dans la composition des exportations de produits manufacturés. Le déplacement des usines vers le Guangdong et l'expansion des activités de services liées aux réexportations ont contribué à réduire la part des industries manufacturières de 24 pour cent du PIB en 1980 à 17 pour cent dix ans plus tard. Pendant ce temps, la part du secteur manufacturier dans la population active est tombée de près de la moitié à un quart.

La Chine a également connu un changement structurel rapide durant la dernière décennie. La production industrielle a augmenté de 12.5 pour cent par an entre 1980 et 1990, tandis que les exportations progressaient à un rythme annuel de 11 pour cent. Les exportations représentaient plus d'un cinquième du PIB en 1990, contre moins de 6 pour cent en 1978. Leur composition aussi a changé. La valeur des exportations d'équipements de télécommunications, d'appareils électriques, d'équipements photographiques et de machines électroniques a augmenté dans chaque cas de plus de 40 pour cent par an entre 1985 et 1990 (tableau 10).

Les provinces côtières du Guangdong et du Fujian ont joué un rôle de premier plan dans l'industrialisation de la Chine²¹. Le Guangdong représentait plus de 8 pour cent du PIB en 1990, plus que toute autre province. En 1992, le PIB du Guangdong a augmenté de presque 19 pour cent, par rapport à 13 pour cent pour le PIB du pays tout entier. Cette croissance rapide a fait grimper son revenu par habitant, qui était inférieur à la moyenne nationale en 1978, à 60 pour cent au-dessus de la moyenne en 1990. L'expansion du Guangdong a elle-même eu pour moteur celle de la ZES de Shenzhen, qui a vu son PIB progresser de 32 pour cent en 1992. La ville de Shenzhen, qui comptait 50 000 habitants en 1978, en recense aujourd'hui plus de 2 millions. En 1992, la Chine a annoncé un projet d'extension de la zone de Shenzhen à plus de six fois sa taille actuelle.

L'intégration dans la ZEC a eu moins d'incidence sur le tissu économique de Taïwan car ses liens commerciaux et financiers avec Hong-Kong et la Chine sont pour l'instant relativement moins importants. Toutefois, le déplacement vers le continent d'industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre commence à modifier la structure de l'économie taïwanaise. Alors que les exportations de vêtements de Taïwan ont diminué de 27 pour cent en volume depuis 1987, ses exportations de produits textiles ont augmenté de 68 pour cent. Il est probable que les exportations de matières textiles de Taïwan ont progressé pour alimenter ses usines vestimentaires implantées en Chine et dans d'autres pays étrangers. Les exportations des autres produits manufacturés de base, tels que les produits en caoutchouc et matières plastiques et les produits minéraux non métalliques, ont aussi diminué depuis 1987. Le recul des industries légères, qui avaient été à la pointe du développement industriel de Taïwan depuis les années 60, a entraîné une réorientation de l'industrie vers des produits à plus forte valeur ajoutée, dont ceux à forte intensité de main-d'œuvre de plus en plus fréquemment produits sur le continent. Les exportations de produits électroniques de Taïwan ont presque doublé entre 1988 et 1990, en partie grâce au développement de son industrie informatique, secteur où elle occupe le cinquième rang mondial.

Tableau 10. Évolution de la structure des exportations chinoises
En pourcentage

A. Part de 10 grands groupes de produits			
	Valeur totale des exportations		Variation de la pari
	1985	1990	
1. Filés, tissus	11.9	11.3	-5.0
2. Vêtements	7.5	11.0	46.7
3. Pétrole et dérivés	24.8	7.2	-71.0
4. Fruits/légumes	3.0	2.8	-6.7
5. Matériel de télécommunications; produits électroniques	0.3	2.8	833.3
6. Chaussures	0.9	2.6	188.9
7. Produits métalliques	1.6	2.3	43.8
8. Poisson	1.0	2.2	120.0
9. Produits de minerais non métalliques	0.8	2.1	162.5
10. Appareils électriques	0.4	2.0	400.0

B. Croissance annuelle des 10 groupes de produits d'exportation ayant le rythme de croissance le plus rapide		
	Croissance annuelle	Pari des exportations totales, 1990
1. Télécommunications	79.6	2.8
2. Appareils électriques	59.5	2.0
3. Photo/optique	54.2	0.9
4. Chaussures	44.3	2.6
5. Minerais non métalliques	42.1	2.1
6. Matériel électrique	40.8	0.4
7. Poisson	37.1	2.2
8. Machines spéciales	28.5	0.9
9. Produits métalliques	27.5	2.3
10. Vêtements"	27.3	11.0

Source : China Statistical Yearbook, 1991.

II. FACTEURS DE L'INTÉGRATION

A. Dotation en ressources

Les différences de dotation en ressources de la Chine vis-à-vis de Hong-Kong et de Taïwan ont donné lieu à des complémentarités importantes entre les trois économies, favorisant ainsi le rapide développement des échanges et des investissements à l'intérieur de la zone. Bien que la Chine dispose de larges réserves de certaines ressources naturelles, on ne peut pas dire qu'il s'agisse à cet égard d'un pays richement doté. Elle recèle environ la moitié des réserves de pétrole de la région du

Pacifique Ouest et 15 à 20 pour cent de ses réserves de gaz naturel. Elle détient aussi d'importantes réserves de charbon, de bauxite et de minerai de fer. Mesurées par habitant, ces réserves de pétrole et de minéraux sont cependant réduites et les zones de gisements de la Chine du centre ou de l'ouest sont souvent isolées des régions côtières en raison des difficultés de transport. La terre agricole est aussi relativement rare en Chine, qui compte près d'un quart de la population du monde, mais seulement 7 pour cent des terres cultivables.

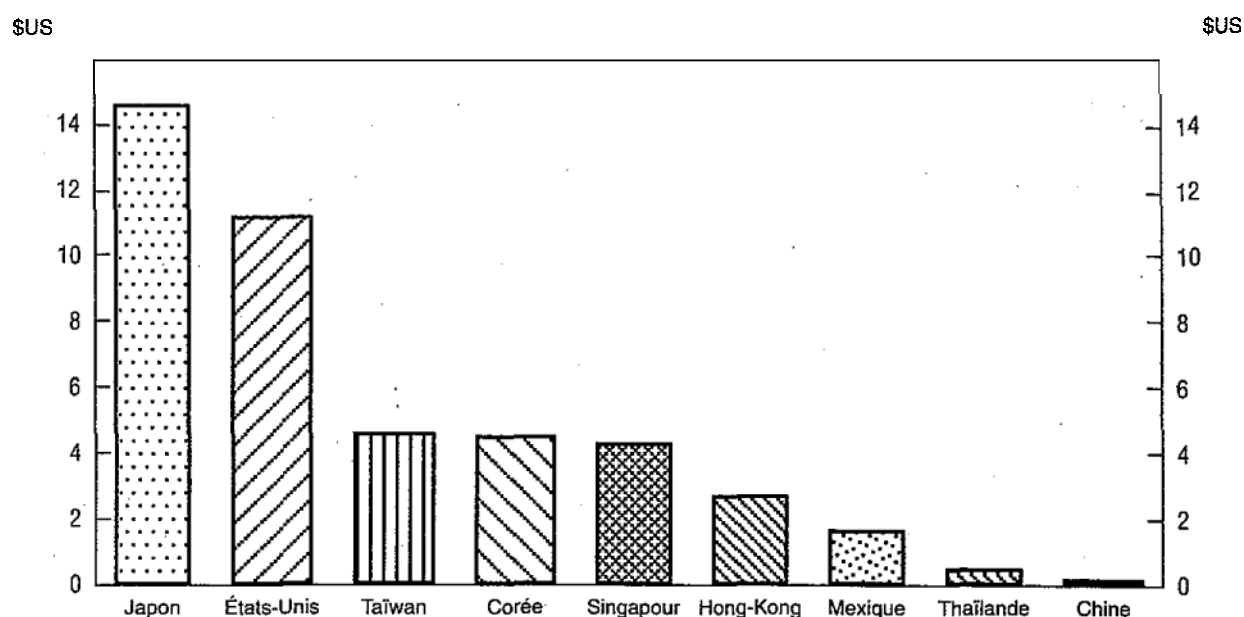
En revanche, la dotation de la Chine en facteurs de production, notamment dans ses provinces côtières, est typique des économies de l'est de l'Asie, pauvres en ressources mais riches en main-d'œuvre. À bien des égards, elle rappelle Taïwan et Hong-Kong à un stade antérieur de développement. En comparaison avec Taïwan et Hong Kong aujourd'hui, les terrains en Chine sont relativement abondants et bon marché. À Hong-Kong, ville surpeuplée de près de 6 millions d'habitants, les loyers rivalisent avec ceux des autres grandes cités du monde. L'île de Taïwan, qui compte 20 millions d'habitants, affiche une densité de population supérieure de 75 pour cent à celle du Japon et atteignant 2 fois $\frac{1}{2}$ celle du Royaume-Uni. Dans le Guangdong et le Fujian, les provinces les plus proches de Taïwan et de Hong-Kong, la densité de population est inférieure de plus de moitié à celle de Taïwan. Même à Shenzhen, les loyers industriels ne représentent que 10 à 20 pour cent de ceux de Hong-Kong²².

L'abondance de main-d'œuvre en Chine constitue une autre grande différence avec Hong-Kong et Taïwan, qui connaissent des pénuries dans ce domaine. Leur taux de chômage est resté inférieur à 3 pour cent au cours des dernières années et l'entrée de travailleurs étrangers a été autorisée sur l'un et l'autre des territoires. Les salaires manufacturiers à Taïwan et à Hong-Kong ont progressé respectivement de 12 et 13 pour cent par an entre 1987 et 1991. La Chine, en revanche, dispose de vastes ressources de main-d'œuvre et le problème des travailleurs en surnombre dans les entreprises d'État est devenu sérieux. Néanmoins, cette main-d'œuvre est dans l'ensemble moins qualifiée que celle de Hong-Kong et de Taïwan. Ce taux d'analphabétisme en Chine était de 27 pour cent en 1990.

Les différences de quantité et de qualité de main-d'œuvre, ainsi que les écarts de niveaux d'équipement par travailleur, se traduisent par de larges disparités dans les niveaux de salaires. Par rapport au continent, le salaire manufacturier moyen en 1991 était 25 fois plus élevé à Taïwan et 15 fois à Hong-Kong (graphique 5). Les salaires sont aussi beaucoup plus faibles en Chine qu'en Thaïlande, autre grand bénéficiaire de l'investissement direct. Tout en étant beaucoup plus élevés que la moyenne nationale, les salaires des provinces plus avancées du Guangdong et du Fujian n'atteignaient encore, dans une estimation de 1991, que le cinquième de ceux de Hong-Kong. Les migrations de travail de l'intérieur de la Chine vers les régions côtières devraient contribuer à maintenir les écarts de salaires. On estime qu'à elle seule la province du Guangdong compte 8 millions de travailleurs venus d'autres régions, attirés par les salaires plus élevés. À Shenzhen, par exemple, les salaires des travailleurs non qualifiés sont trois ou quatre fois plus élevés que dans le delta de la Rivière des Perles. Le renchérissement de la main-d'œuvre et du foncier a par ailleurs contribué à déplacer les investissements vers l'intérieur et à réduire l'importance des activités manufacturières dans certaines régions côtières²³.

L'évolution des coûts unitaires de main-d'œuvre reflète les tendances des salaires dans la ZEC (tableau 11). Les coûts unitaires de main-d'œuvre exprimés en dollars des États-Unis ont augmenté respectivement de 64 et 38 pour cent à Taïwan et à Hong-

Graphique 5. Salaire horaire dans le secteur manufacturier, 1991
(\$US)



Source : Organisation internationale du travail.

Kong entre 1986 et 1990, alors qu'ils ont baissé de 21 pour cent en Chine en raison de la dépréciation de la monnaie. Selon une enquête de 1990 concernant les investissements à l'étranger des entreprises de Hong-Kong, les facteurs qui poussent celles-ci vers d'autres régions sont l'insuffisance de main-d'œuvre, la hausse des salaires et l'envolée des prix fonciers. Les principaux facteurs qui les attirent en Chine sont l'abondance de la main-d'œuvre et des terrains et la proximité par rapport à Hong-Kong. La présence d'une main-d'œuvre et de terrains meilleur marché dans les pro-

Tableau 11. Coûts unitaires de main-d'œuvre dans la Zone économique chinoise
1987 = 100

	Chine		Coût unitaire de main-d'œuvre (monnaie nationale)			Coût unitaire de main-d'œuvre (en une monnaie commune \$ US)		
	Salaires nominaux	Productivité (par travailleur)	Chine	Hong-Kong	Taiwan	Chine	Hong-Kong	Taiwan
1978	43	49	86	69	58	191	114	50
1980	53	54	97	84	84	242	132	74
1982	54	56	97	93	99	190	119	80
1986	90	88	103	103	101	111	103	85
1990	149	131	113	142	117	88	142	139

vinces voisines de la Chine a beaucoup contribué à maintenir et à améliorer la compétitivité des entreprises de Hong-Kong et de Taïwan. Rien n'indique que les avantages au premier arrivant²⁴ associés à l'implantation d'usines de grande échelle aient joué un rôle dans les flux d'investissement.

B. Avantage comparatif révélé

L'avantage comparatif révélé (ACR) de Hong-Kong, de Taïwan et de la Chine reflète dans l'ensemble les différences de dotation en ressources. Au cours des 30 dernières années, l'économie chinoise a peu à peu abandonné sa forte dépendance à l'égard de la production agricole pour devenir importatrice nette de denrées alimentaires²⁵. Son ACR dans les produits alimentaires et les huiles animales et végétales a fortement baissé et, en 1987, était passé en-deçà de celui d'autres pays asiatiques comme la Thaïlande et les Philippines (tableau 12). A mesure que son ACR diminuait dans les matières premières et l'agriculture, il augmentait dans les produits à forte intensité de main-d'œuvre. La Chine a enregistré son meilleur ACR dans les produits manufacturiers divers, catégorie en grande partie composée de produits à forte intensité de main-d'œuvre, et dans les produits manufacturés classés en fonction du matériau de base. Même en 1987, l'avantage comparatif de la Chine était plus étroitement corrélé avec ceux de Hong-Kong et de Taïwan qu'avec ceux des économies à forte intensité de matières premières de Thaïlande, de Malaisie et du Brésil (tableau 13). En revanche, son ACR dans les machines et matériel de transport était le plus bas des neuf économies asiatiques considérées, indiquant un faible niveau d'industrialisation et un manque de technologie.

Tableau 12. Indices d'avantage comparatif révélé*
pour un certain nombre d'économies d'Asie de l'E 1987

Rubrique CTEI	Chine	Hong-Kong	Taïwan	Thaïlande	Malaisie
Produits alimentaires	1.27	0.13	0.59	4.62	1.05
Boissons et tabac	0.48	0.08	0.03	0.08	0.17
Matières brutes	0.11	0.09	0.31	0.42	4.61
Combustibles raffinés	0.72	0.01	0.10	0.25	0.89
Huiles animales et végétales	0.69	0.07	0.03	0.43	21.76
Produits chimiques	0.62	0.09	0.24	0.24	0.26
Produits manufacturés classés principalement d'après la matière première	1.46	0.49	1.04	0.93	0.67
Machines et matériel de transport	0.23	0.58	0.80	0.51	1.04
Produits manufacturés, divers	2.82	4.11	2.54	1.99	0.78

* L'avantage comparatif révélé (ACR) du pays i pour les échanges du produit j est égal à sa pari dans les exportations du pays par rapport à sa pari dans les échanges mondiaux. $ACR_j = (x_{ij}/X_{ij}) / (X_{iw}/X_{iw})$ où x_{ij} représente les exportations de j du pays i , X_{ij} les exportationstotales du pays et w le total mondial. Le pays bénéficie d'un avantage comparatif révélé lorsque ACR_j est supérieur à l'unité.

Source : Yeats (1991).

Tableau 13. Corrélation entre l'avantage comparatif révélé de la Chine et celui d'un certain nombre d'économies, 1986/87*

Pays	Coefficient de corrélation de Spearman
Hong-Kong	0.538
Inde	0.492
Taiwan	0.481
Thaïlande	0.377
Corée	0.363
Philippines	0.288
Indonésie	0.201
Singapour	0.086
Malaisie	0.074
Brésil	0.011
Japon	-0.174

* Le coefficient de corrélation de Spearman est calculé sur la base de paires d'indices d'avantage comparatif révélé (voir tableau 10) pour 129 branches.
Sources : Yeats (1991), Nations Unies, et TARS (Banque mondiale).

Comme les indices d'ACR traduisent l'incidence des distorsions introduites dans les courants d'échanges par la politique économique, il est possible que l'ACR de la Chine dans les produits à forte intensité de main-d'œuvre traduisent les efforts des autorités pour promouvoir les activités concernées. Toutefois, les estimations des coûts en ressources intérieures fondées sur le coût d'opportunité de produire différents types de biens vers le milieu des années 80 confirment l'idée que l'avantage comparatif de la Chine se situe dans les secteurs manufacturiers des produits de base et des produits à forte intensité de main-d'œuvre²⁶. Cette dernière catégorie englobe l'industrie alimentaire, le textile, l'habillement et le papier. Les exportations de la Chine étaient donc compatibles avec la configuration des coûts en ressources intérieures. Dans le même temps, Hong-Kong et Taïwan affichaient un ACR beaucoup plus élevé que la Chine dans les machines et le matériel de transport. Cependant, l'envolée des salaires et des prix fonciers a été particulièrement dommageable à la compétitivité de leurs activités à forte intensité de main-d'œuvre, amenant les entreprises à transplanter leur production de Hong-Kong et Taïwan sur le continent.

C. Rôle de la politique économique

Hong-Kong est la seule de ces trois économies qui n'ait pas sensiblement modifié sa politique économique cette dernière décennie. Avec son régime de laisser-faire, Hong-Kong a toujours été ouvert aux échanges internationaux et aux flux de capitaux en provenance de Taïwan et de la Chine ainsi que d'autres pays. Hong-Kong n'a pas

mis en place de mesures de contrôle du commerce extérieur ou des mouvements de capitaux et n'applique pas de système antidumping. Son économie s'est épanouie dans un environnement se caractérisant par une faible fiscalité et une réglementation minimale. Ce climat de laisser-faire a permis à Hong-Kong de devenir une place financière internationale de premier plan ; 44 des 50 plus grandes banques mondiales se sont implantées sur son territoire et la Bourse de Hong-Kong occupe le quatrième rang en Asie.

Dans le cas de Taïwan et de la Chine, en revanche, de profondes évolutions sont intervenues ces quinze dernières années. Elles ont abouti à une plus grande ouverture de ces deux économies dans leurs relations mutuelles et à l'égard du reste du monde. A Taïwan, le taux de droits de douane nominal dépassait 30 pour cent en 1980 et une licence à l'importation était exigée pour la moitié des positions tarifaires. Les obstacles à l'importation ont été réduits au cours des années 80 dans le cadre du programme de restructuration et sous l'effet des pressions étrangères. Entre 1984 et 1989, les droits de douane ont été ramenés en moyenne à 9.7 pour cent, malgré un droit moyen de 24 pour cent sur les produits agricoles, grâce auquel Taïwan a pu continuer de dégager un excédent pour les produits alimentaires²⁷. En 1989, le gouvernement a adopté un plan de quatre ans visant à abaisser le droit moyen sur les produits non agricoles à 3.5 pour cent²⁸. Taïwan, qui espère devenir membre du GATT, a annoncé la suppression des aides à l'investissement, des aides fiscales et des aides financières en faveur des exportations afin de mettre en conformité son régime commercial avec les règles du GATT.

Taïwan a également assoupli ses mesures de contrôle dans le domaine des mouvements de capitaux et des opérations de change, tout en déréglementant ses taux d'intérêt intérieurs. L'encadrement quantitatif des transferts en provenance et à destination de l'étranger a été supprimé. La monnaie est en flottement depuis avril 1989 et les entreprises ainsi que les ménages peuvent désormais acquérir davantage de devises sans autorisation préalable. Taïwan a également réduit le nombre des secteurs fermés à l'investissement direct étranger. S'il est vrai que les mesures applicables aux investissements directs à l'étranger ont également été assouplies, bon nombre d'investissements taïwanais à l'étranger ne sont pas déclarés, afin d'éviter un contrôle par les pouvoirs publics et l'impôt sur les bénéfices transférés à Taïwan²⁹.

Depuis 1987, Taïwan a assoupli ses restrictions en ce qui concerne les contacts avec le continent (les « trois non » : pas de contacts, pas de communications, pas de compromis). Les échanges indirects ainsi que les investissements et les déplacements en Chine via des pays tiers sont désormais autorisés. Mais Taïwan reste moins ouverte à la Chine qu'aux autres pays, car elle craint que des liens économiques étroits avec le continent la rende vulnérable à un chantage économique. Jusqu'à une période récente, la liste des produits pouvant être importés du continent se limitait à environ 460 matières premières et produits semi-finis. La croissance spectaculaire des échanges entre Taïwan et le continent depuis 1987 montre néanmoins que la proximité géographique et culturelle a permis aux hommes d'affaires d'échapper aux obstacles formels aux échanges et à l'investissement. Au début de 1993, Taïwan a décidé de renoncer à son objectif de limitation de la part de la Chine dans ses exportations totales à 10 pour cent, niveau qui devrait être atteint prochainement, car ce plafond aurait empêché les entreprises taïwanaises de tirer parti de fructueuses opportunités. Le gouvernement a également décidé d'autoriser les importations en provenance du continent pour les produits industriels finis³⁰.

Les investissements en provenance du continent restent interdits à Taïwan, mais les entreprises taïwanaises peuvent investir indirectement en Chine, via des pays tiers, depuis septembre 1990. Les investissements dans le secteur manufacturier sont cependant limités essentiellement aux produits à forte intensité de main-d'œuvre. Les investissements dans la haute technologie et l'industrie lourde étaient interdits, de crainte que la Chine ne concurrence davantage Taïwan dans les échanges mondiaux. Le gouvernement de Taïwan a pris plusieurs initiatives depuis 1992 pour faciliter les investissements sur le continent. Premièrement, il a décidé d'autoriser les entreprises à investir en Chine sans avoir à établir au préalable une filiale dans un pays tiers. L'investissement sera ainsi moins coûteux, surtout pour les petites entreprises. Deuxièmement, il a autorisé les banques taïwanaises à prendre en charge les flux d'investissement des entreprises sur le continent. Troisièmement, il a fait savoir qu'il se prononcerait au cas par cas sur les investissements en Chine continentale dans les secteurs de l'acier, du ciment, de l'automobile, de la pétrochimie et du verre. Enfin, il a décidé d'autoriser les investissements de quelques entreprises de prestations de services, notamment dans le commerce de gros et de détail. Les investissements financiers ne seront autorisés qu'ultérieurement.

Alors que Hong-Kong a toujours été une économie ouverte et que Taïwan a hésité à développer ses échanges avec le continent, c'est grâce à la libéralisation de la politique commerciale et de la politique de change de la Chine qu'ont pu s'exprimer les avantages comparatifs des différentes économies. Avant la libéralisation, le commerce extérieur de la Chine était le monopole de 12 sociétés de commerce extérieur organisées par produit. Les entreprises se voyaient assigner des objectifs de production dans le cadre du plan et livraient les biens à exporter aux sociétés de commerce extérieur³¹. De par ce système, le secteur des biens échangeables se trouvait isolé du reste du monde et les contacts économiques avec l'étranger restaient limités.

Dans les années 80, le gouvernement a décentralisé le contrôle du commerce extérieur en laissant les succursales locales des sociétés de commerce extérieur devenir autonomes. A l'heure actuelle, il existe environ 4 000 sociétés de commerce extérieur, gérées par les autorités provinciales ou locales, qui commercent pour leur compte propre ou pour le compte d'autrui. En outre, 400 entreprises manufacturières sont autorisées à commercer directement avec l'étranger. Le plan central porte sur un volume d'échanges bien plus faible, la planification ayant perdu de son importance. Le nombre de produits alloués directement via le plan de production central est tombé de 250 au début des années 80 à une vingtaine en 1988 (il s'agit notamment des produits sidérurgiques, du charbon, du pétrole et de l'électricité)³². Du fait du recul de la planification, la proportion des échanges régie directement par les mécanismes du marché s'est accrue, ce qui a resserré l'écart entre les prix internationaux et les prix intérieurs de la Chine. Dans ces conditions, la structure du commerce extérieur de la Chine reflète mieux l'avantage comparatif. En outre, la décentralisation du commerce extérieur a contraint les producteurs chinois, dont la politique commerciale à l'échelle internationale n'est généralement pas le point fort, à s'adresser de plus en plus à des intermédiaires de Hong-Kong pour leurs échanges internationaux. De même, la Chine s'appuie-t-elle sur Hong-Kong pour ses financements, en raison du sous-développement de son système financier.

Les contrôles directs en matière d'exportation et d'importation étant moindres, les restrictions aux échanges, notamment les licences et les droits de douane, sont désormais les principaux instruments de la politique commerciale. En 1991, 55 pour cent des

exportations et 40 pour cent des importations donnaient lieu à une licence³³. Les droits de douane, qui vont de 3 à 180 pour cent, atteignaient en moyenne 21 pour cent en 1992. Le gouvernement a annoncé des baisses de droits pour plus de 3 000 articles, le but étant de ramener le niveau général des droits de douane à 15 pour cent en 1993. Ces initiatives visent à accélérer le retour de la Chine au sein du GATT et à lui permettre de respecter son accord bilatéral avec les États-Unis, qui prévoit une réduction des droits de douane pour la fin de 1993. En outre, la Chine est en train de diminuer des deux tiers le nombre de produits importés soumis à un régime de licence³⁴. Malgré les réformes mises en œuvre depuis 1978, la politique commerciale de la Chine se caractérise encore par d'amples interventions de l'État. Comme le montrent diverses études consacrées au commerce extérieur de la Chine, les contrôles administratifs jouent encore un grand rôle dans la composition des exportations et des importations³⁵. Suite à la demande de réintégration au GATT formulée par la Chine en 1986, le Groupe de travail du GATT chargé d'examiner la politique commerciale de ce pays a procédé à plusieurs reprises à un constat d'incompatibilité avec les règles du GATT. La principale exigence du GATT est l'unification des mesures commerciales de la Chine et la nécessité de les rendre transparentes³⁶.

La Chine, contrairement à la politique adoptée par Taïwan à l'égard du continent, est plus ouverte vis-à-vis de Taïwan que vis-à-vis des autres pays. Les « taxes d'ajustement », perçues sur les biens en provenance de Taïwan sont légèrement inférieures aux droits à l'importation et les contrôles à l'importation pour les marchandises en provenance de Taïwan sont moins stricts. Les investisseurs taiwanais bénéficient également d'un régime plus favorable que les autres investisseurs étrangers depuis 1988, la Chine espérant qu'un resserrement de ses liens économiques avec Taïwan lui permettra de ramener l'île sous son contrôle³⁷.

L'apparition d'un secteur non public est un autre élément qui a contribué à l'ouverture de la Chine sur le monde. Les réformes au niveau de l'entreprise, qui ont débuté dans le secteur de l'agriculture, ont été étendues à l'industrie et aux services en 1984. Diverses formes d'entreprises non étatiques, notamment les entreprises urbaines et villageoises, les entreprises à capitaux étrangers et les entreprises privées, ont été encouragées. Les entreprises urbaines et villageoises bénéficiant d'avantages fiscaux, peuvent vendre leurs produits aux prix du marché et jouissent d'une plus grande indépendance pour leur politique salariale et leurs effectifs. Ce sont les diverses formes d'entreprises non étatiques qui se sont révélées les plus dynamiques dans l'économie chinoise; elles représentaient en 1991 la moitié de la production industrielle, contre seulement un cinquième en 1978. Le secteur des entreprises d'État continue cependant de peser sur l'économie. Au moins un tiers de ces entreprises accusent des pertes, donnant lieu à des subventions qui n'ont cessé d'alourdir le déficit de l'administration centrale dans la seconde moitié des années 80. Les pouvoirs publics hésitent à fermer les entreprises en déficit par crainte des répercussions possibles sur l'emploi.

La Chine a également décidé de faire appel aux capitaux extérieurs en autorisant les investissements directs étrangers et les emprunts à l'étranger. Les entreprises mixtes à participation étrangère ont été encouragées par une loi de 1979. Cinq zones économiques spéciales se caractérisant par un régime fiscal de faveur et des infrastructures de meilleure qualité ont été créées essentiellement pour accueillir des investissements directs³⁸. Depuis 1984, 14 villes côtières et l'île de Hainan peuvent également offrir des avantages fiscaux pour attirer les investissements étrangers. Les zones économiques spéciales, que le gouvernement a voulu au départ isoler du reste de

l'économie, ont servi de laboratoire pour les réformes allant dans le sens de l'économie de marché³⁹. Mais les investissements directs étrangers augmentent également en dehors de ces zones.

Le marché des changes a été partiellement déréglementé. Les autorités ont mis en place un système de double taux, avec un marché officiel contrôlé et un marché moins réglementé, qui comporte une centaine de centres de change à travers le pays et est alimenté par les devises que peuvent conserver les exportateurs. Le pourcentage de devises ne donnant pas lieu à cession obligatoire a été progressivement relevé de 25 à 100 pour cent pour les entreprises implantées dans les zones économiques spéciales. Le taux de change officiel a pu ces derniers temps se rapprocher du taux des centres de change. L'adoption d'un taux de change flottant contrôlé et la décision d'abaisser le taux de cession obligatoire de devises ont renforcé l'attrait de l'exportation par rapport à la vente sur le marché local. Les données concernant les coûts unitaires de main-d'œuvre à Hong-Kong, Taïwan et en Chine montrent clairement que la dépréciation nominale du yuan chinois a joué un rôle déterminant dans la compétitivité des exportations chinoises.

D. Liens politiques

L'évolution des relations politiques entre Hong-Kong, Taïwan et la Chine a également influé sur l'intégration économique. Dans la déclaration commune sino-britannique de 1985, le Royaume-Uni a déclaré qu'il restituerait Hong-Kong à la Chine le 1^{er} juillet 1997. La Chine, en contrepartie, s'est engagée à maintenir à Hong-Kong le système et le mode de vie capitalistes pendant cinquante ans à compter de 1997, dans le cadre du principe des « deux systèmes pour un pays ». La Loi fondamentale, qui aura valeur de constitution pour Hong-Kong après 1997, contient de nombreuses dispositions visant à préserver le système économique de Hong-Kong. Le régime de propriété privée subsistera, notamment pour ce qui concerne les investissements étrangers. Hong-Kong restera autonome pour la supervision de ses marchés de capitaux de manière à préserver son rôle de place financière internationale, de plus ses dépenses publiques et sa fiscalité resteront indépendantes vis-à-vis du continent. Hong-Kong conservera également sa monnaie et une politique monétaire indépendante. Le dollar de Hong-Kong restera librement convertible et aucun contrôle ne sera exercé dans le domaine du change et des mouvements de capitaux. Hong-Kong, qui a adhéré au GATT en 1986, continuera d'y participer en tant que territoire douanier distinct.

Malgré les assurances qui ont été données dans la déclaration commune et dans la Loi fondamentale, la perspective d'un contrôle par la Chine a créé une très grande incertitude à Hong-Kong. Les événements qui se sont déroulés en Chine en juin 1989, les difficultés rencontrées pour obtenir l'approbation de Pékin pour la construction d'un nouvel aéroport et les controverses autour des réformes politiques assombrissent les perspectives qui s'offrent à Hong-Kong. Un grand nombre d'entreprises, dont la Hong-Kong and Shanghai Banking Corp., qui joue de facto le rôle de banque centrale à Hong-Kong, ont mené une politique de diversification en développant leurs activités à l'étranger. Il semble cependant peu probable que la Chine veuille compromettre la

stabilité et la viabilité de Hong-Kong, plaque tournante pour les échanges et grande place financière internationale, étant donné qu'elle y a beaucoup investi.

C'est aussi pour unir Taïwan et le continent que la Chine a mis en avant l'idée des «deux systèmes pour un pays,,,. Mais Taïwan reste, tout au moins officiellement, attachée à sa politique des «trois non». Il n'empêche que les mécanismes de coordination se multiplient entre Taïwan, Hong-Kong et la Chine. Tous trois sont membres de la Banque asiatique de développement, à laquelle Taïwan participe sous l'appellation «Taïpei chinois,,,. En novembre 1991, la Chine, Hong-Kong et Taïwan ont adhéré à l'APEC, groupe de coopération économique pour l'Asie-Pacifique qui pourrait jouer un rôle de premier plan et auquel participent également les États-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il semble également que la Chine et Taïwan puissent être acceptées simultanément dans un proche avenir comme membres du GATT. Le resserrement des liens économiques entre Taïwan et la Chine s'est également traduit par des contacts bilatéraux directs, notamment une réunion de haut niveau en avril 1993, qui a abouti à la signature de quatre accords.

E. Une croissance rapide, malgré les distorsions résultant de la politique économique

Il est clair que la libéralisation économique intervenue en Chine a ouvert la voie à l'intégration au sein de la ZEC. Mais bien que les réformes se soient accompagnées d'une certaine stabilité macro-économique et d'une certaine maîtrise de l'inflation, les distorsions restent très marquées. Un grand nombre de modalités «contractuelles», notamment le régime fiscal et la fourniture d'infrastructures, demeurent mal définies. Il existe de vastes possibilités d'arbitrage et de recherche de rente, notamment d'arbitrage sur les prix avec le système à double niveau, d'abus d'avantages fiscaux dans les zones économiques spéciales et d'arbitrage sur le double marché des changes. Pour la main-d'œuvre et le capital, les marchés de facteurs sont extrêmement faussés et rigides, ceci est dû essentiellement à d'amples interventions des pouvoirs publics.

Malgré tout, les régions de la Chine dont la croissance est la plus rapide, les provinces du sud, s'intègrent rapidement avec Hong-Kong et Taïwan. Ce ne sont pas seulement les zones économiques spéciales qui se développent, mais aussi les provinces qui les abritent. Les entrepreneurs de Hong-Kong et de Taïwan apportent leur savoir-faire dans les domaines de la technique, de la gestion, de la commercialisation et du financement. Des infrastructures se créent à mesure que les sites de production se multiplient dans l'arrière-pays⁴⁰. Le développement du capitalisme, encouragé par les responsables locaux, se double d'une certaine corruption⁴¹. Le formalisme passe au second plan pour les droits de propriété et le règlement du contentieux. Dans cet environnement, on peut se demander comment des contrats ayant force obligatoire peuvent être conclus et comment les marchés peuvent fonctionner.

Les mesures officielles perdent de leur rigueur dans les provinces méridionales éloignées du pouvoir central de Pékin. Localement, les autorités et les entrepreneurs disposent d'une plus grande latitude pour conclure des contrats répartissant entre les intéressés les rentes que crée la politique officielle. Sous l'effet de ce processus d'arbitrage, un grand nombre d'entreprises se trouvent de facto dans une situation se

caractérisant par des prix relativement peu faussés⁴². L'allocation de la rente s'opère selon des formules de partage des bénéfices dont les effets, sur le plan de l'efficacité, rappellent ceux mis en lumière dans les ouvrages consacrés au métayage. A titre d'exemple, les entreprises s'assurent la fourniture régulière d'électricité en intéressant à leurs bénéfices les autorités locales, souvent en concurrence les unes avec les autres. Etant donné qu'un grand nombre d'entreprises appartiennent aux autorités locales, ces formules de partage des bénéfices sont compatibles avec les droits de propriété existants. On peut donc voir dans le cas de la Chine méridionale une application du théorème de Coase⁴³, selon lequel, lorsque les coûts de transaction sont nuls (ou faibles), les parties privées ont intérêt à s'entendre sur un mode d'allocation des coûts et avantages externes⁴⁴ donnant un résultat globalement efficace.

Dès lors, le développement relativement spontané de formules de partage des bénéfices (ou de partage de la rente) suppose de faibles coûts de transaction et exige en particulier que les parties soient incitées à se conformer à leurs obligations contractuelles. Or, la théorie économique montre qu'au sein de groupes où se nouent des liens qui facilitent la circulation de l'information ayant trait au respect des engagements pris par les parties contractantes des interactions répétées peuvent aboutir à des résultats similaires à ceux de marchés efficaces⁴⁵. Si elles se font suffisamment confiance et peuvent tabler sur des transactions régulières entre elles à l'avenir, les parties auront intérêt à conclure des transactions mutuellement profitables.

La moindre mobilité des facteurs de production, de prime abord nocive pour l'efficacité économique, peut en fait renforcer l'attente d'interactions durables entre partenaires. Dans le cas des grandes entreprises et de certains organismes publics, il existe une forte probabilité d'interactions durables parce que ces interactions reposent sur de lourds investissements spécifiques à un site et difficilement transférables. De plus, il faut tenir compte des très fortes contraintes qui entravent la mobilité de la main-d'œuvre en Chine. Même dans les entreprises urbaines et villageoises, les travailleurs ont tendance à ne pas changer d'emploi⁴⁶.

Les liens familiaux ont facilité le développement de la Chine méridionale. Un grand nombre de familles chinoises d'outre-mer ont entre elles des liens très étroits⁴⁷, élément qui explique en partie la forte expansion économique d'autres pays, comme la Thaïlande, marqués par d'amples distorsions. Les liens de parenté, la communauté de dialecte et le fait d'être originaire d'un même village ou d'un même district créent pour les transactions commerciales une relation de confiance entre les Chinois, qui ont tendance à se méfier des pouvoirs publics et des lois⁴⁸. Chaque année, plus d'un million de Taïwanais se rendent sur le continent. On peut penser que ces déplacements sont l'occasion d'établir des contacts réguliers avec des parents habitant les provinces côtières. De même, les hommes d'affaires chinois de l'étranger ont plus de facilité à traiter en Chine continentale que les étrangers non chinois parce qu'ils parlent la langue du pays et parce qu'ils sont plus familiarisés avec les pratiques des milieux d'affaires et les comprennent mieux.

Tout en facilitant des interactions régulières et la circulation de l'information, tous ces éléments déterminants pour l'expansion économique des provinces côtières risquent simultanément d'être en définitive un frein au développement économique. Une plus grande mobilité des produits et des facteurs est nécessaire pour que les provinces de l'arrière-pays puissent recueillir les fruits des échanges internes et externes. Les liens familiaux peuvent jouer un rôle jusqu'à un certain point et c'est dans les provinces côtières, dont sont originaires un grand nombre de Chinois d'outre-mer, qu'ils jouent le

plus. C'est pourquoi de nouvelles réformes sont indispensables en Chine continentale pour maintenir l'élan de la croissance.

III. PERSPECTIVES

La mise en place d'accords commerciaux formels fait parfois suspecter une montée du protectionnisme et craindre des détournements de trafic. Tel n'est pas le cas pour la ZEC. Hong-Kong reste l'équivalent le plus proche d'une économie ouverte. La Chine lève actuellement bon nombre d'obstacles et Taïwan a notablement libéralisé ses échanges. Le seul élément favorisant les détournements de trafic par rapport à la création d'échanges est le régime préférentiel que la Chine accorde aux importations en provenance de Taïwan. Mais ces préférences, contrebalancées par les restrictions que Taïwan applique à l'exportation, sont faibles en tout état de cause. Une comparaison entre les effets de création d'échanges et de détournement de trafic pour un large éventail d'accords commerciaux formels montre que les effets de détournement prédominent dans la plupart des cas (tableau 3). La ZEC se singularise, même par rapport aux accords commerciaux les plus bénéfiques comme la Communauté européenne et l'ASEAN, en ce que l'ouverture sur l'extérieur et la création d'échanges l'emportent de loin sur les détournements de trafic.

La forte expansion des échanges intra-ZEC n'est peut-être que le résultat de l'ajustement à l'ouverture de la Chine, phénomène qui n'est pas reproductible. Mais si les réformes se poursuivent en Chine et, dans une moindre mesure à Taïwan, tandis que Hong-Kong maintient sa politique d'ouverture vis-à-vis du continent, les échanges à l'intérieur de la ZEC devraient encore s'intensifier. En outre, la déréglementation en Chine et l'élimination des obstacles interprovinciaux devraient favoriser l'intégration d'autres régions côtières et d'autres régions de l'arrière-pays avec Hong-Kong et Taïwan.

Toutefois, les relations spéciales avec Hong-Kong et Taïwan, qui tiennent à la proximité géographique et culturelle, ne seront pas aussi déterminantes pour les autres provinces de la Chine. Par conséquent, on peut penser qu'à l'avenir la libéralisation accélérera l'intégration de la Chine au reste du monde et sera moins profitable pour l'expansion des échanges entre les trois économies chinoises. On peut s'attendre à ce que dans un futur relativement proche le commerce entre la Chine, Hong-Kong et Taïwan atteigne un plafond par rapport aux échanges totaux de ces trois économies. Mais, en attendant, l'intégration de la Chine méridionale contribue de façon décisive à la transition de la Chine vers un système économique délaissant la planification centrale pour faire place aux mécanismes du marché. Dans le long terme, la Chine pourrait s'affirmer comme une des grandes puissances économiques mondiales.

La ZEC est en passe de devenir la quatrième entité commerciale dans le monde. En l'an 2000, sa part dans les échanges mondiaux pourrait presque égaler celle des États-Unis, du Japon ou de la CE (hors échanges intra-CE)⁴⁹. A en juger par les évolutions cycliques, les cycles économiques à Hong-Kong et à Taïwan se sont rapprochés dans les années 80 de ceux observés en Chine. S'il est vrai que du fait de l'ouverture de l'économie chinoise les cycles économiques sont aujourd'hui plus tribu-

taires en Chine des évolutions qui se produisent dans les pays de l'OCDE, la croissance de sa demande intérieure semble avoir conféré à la Chine une plus grande autonomie dans son développement économique par rapport aux évolutions externes. Il se pourrait donc que dans les premières décennies du nouveau millénaire la conjoncture dans **les** pays de l'OCDE se ressente notablement des effets des évolutions qui interviendront en Chine.

NOTES

1. Voir Lloyd (1992):
2. Voir OCDE (1993*b*).
3. Hong-Kong et Taiwan ont aujourd'hui un niveau de revenu par habitant comparable à celui de certains pays de l'OCDE et, dans le groupe des économies non membres, elles figurent désormais parmi les principaux partenaires commerciaux de l'OCDE, se classant respectivement aux 12^e et 13^e rangs des exportations mondiales en 1990. Après l'adoption de mesures de libéralisation économique vers la fin des années 70, l'économie chinoise s'est développée à un rythme annuel moyen proche de 10 pour cent. Selon certaines estimations, le PIB de la Chine évalué en parités de pouvoir d'achat pourrait être aussi élevé que celui de l'Allemagne, voire approcher celui du Japon.
4. On trouvera dans Jones, King et Klein (1992) des informations générales sur les liens entre la Chine et Hong-Kong.
5. Les statistiques citées dans ce paragraphe et dans le précédent sont tirées de Sung (1991), pp. 10-11.
6. Hong Kong Government Secretariat (1993), pp. 18-19.
7. Tous les chiffres en dollars se réfèrent à des dollars des États-Unis.
8. *Reuters*, 8 février 1993 et *The Asian Wall Street Journal*, 24 mars 1993. On estime que de nombreuses sociétés taiwanaises sous-déclarent leurs investissements à l'étranger afin d'échapper à l'impôt et de contourner les lois qui restreignent les contacts avec le continent en matière d'investissements.
9. *Far Eastern Economic Review*, 10 octobre 1991, p. 77.
10. *The Asian Wall Street Journal*, 8 janvier 1993, pp. 1 et 3.
11. *Far Eastern Economic Review*, 14 mai 1992, p. 29.
12. Selon Ohashi (1991), par exemple, «le Gangdong a jusqu'ici essentiellement fondé sa croissance sur le textile, les produits en matières plastiques et autres industries légères.»
13. *Far Eastern Economic Review*, 14 mai 1992, pp. 23-32.
14. *The Asian Wall Street Journal*, 11 février 1993. L'écart important entre cette estimation et le niveau de l'IED chinois à Hong Kong indiqué dans le tableau 6 montre le peu de fiabilité des statistiques de l'investissement international dans la ZEC.
15. Voir Tang (1992), p. 114.
16. Hongkong Bank (1993). Une inflation croissante et une monnaie qui va en se dépréciant incitent de nombreux travailleurs chinois employés par des entreprises étrangères à demander à être payés en dollars de Hong Kong ou en nouveaux dollars de Taïwan.
17. Les données sur les flux financiers sont tirées de *Reuters*, 12 février et 21 octobre 1992.
18. *Far Eastern Economic Review*, 16 mai 1991, pp. 64-68.
19. *The Economist*, 10 octobre 1992, p. 15.
20. Hongkong Bank, (1992).

21. Alors que les échanges internationaux ont été partiellement déréglementés, des barrières commerciales subsistent entre les provinces chinoises. Elles résultent des efforts déployés par les administrations provinciales pour empêcher des arbitrages permettant de tirer profit des différents dispositifs de prix provinciaux ou pour protéger les producteurs « locaux ». Comme de plus en plus de transactions échappent à la planification centrale, les données sur le commerce inter-provinces ont perdu de leur signification. Les observations limitées dont on dispose laissent cependant supposer que le commerce inter-provinces est entravé par des obstacles internes et se développe sans doute plus lentement que les échanges entre Hong Kong, Taïwan et certaines régions côtières. Voir Banque mondiale (1989), pp. 80-85.
22. Ohashi (1991).
23. A Shenzhen, par exemple, le secteur des services représentait 45 pour cent du PIB en 1991 contre 40 pour cent l'année précédente, d'après le *Far Eastern Economic Review* du 14 mai 1992, p. 28.
24. Dans les activités où la taille optimale d'une usine équivaut à une part significative de la demande mondiale, le fait d'être le premier à créer des installations constitue un gros avantage.
25. Anderson (1990), pp. 12-13.
26. Warr et Guang (1991).
27. OCDE (1993a).
28. Noland (1990), pp. 35-37.
29. L. Lim et P.E. Fong (1991), pp. 63-68. On estime que les investissements directs à l'étranger sont environ dix fois supérieurs aux chiffres officiels.
30. *The Asian Wall Street Journal*, 4 juin 1993, p. 4 et Reuters, 12 février.
31. Cheng (1992), p. 11.
32. Bell et Kochkar (1992).
33. Les licences à l'exportation s'appliquent essentiellement aux marchandises faisant l'objet de contingents à l'étranger, ainsi qu'aux marchandises pour lesquelles les prix intérieurs sont maintenus à un prix artificiellement bas.
34. *International Herald Tribune*, 16 décembre 1992.
35. Brender (1992).
36. *China Market* n° 10, 1992, p. 9.
37. Sung (1991), p. 7.
38. Le cadre fixé pour les zones économiques spéciales illustre la combinaison particulière de mesures d'économie de marché et de séquelles du système de planification, caractéristique de la politique actuelle. Dans ces zones, les entreprises bénéficient de certaines libertés commerciales. Mais chaque zone est censée desservir certains marchés étrangers. Alors que les zones économiques spéciales visent officiellement à faire bénéficier les exportateurs de mesures de faveur, elles représentent moins de 5 pour cent des exportations et de nombreuses entreprises vendent une partie de leur production sur le marché intérieur.
39. Bell et Kochkar (1992), p. 9.
40. Bateman et Mody (1992).
41. Voir, par exemple, « The Wild, Wild East », *Business Week*, 28 décembre 1992, pp. 18-20.
42. Byrd et Gelb (1990).
43. Coase (1960).
44. Un grand nombre de coûts et avantages sont en l'occurrence « externes » puisque les droits de propriété ne sont pas totalement définis.

45. Voir Kurz (1977) et Radner (1980).
46. Voir Byrd et Gelb (1990).
47. Voir Redding (1990).
48. *The Economist*, 18 juillet 1992, pp. 22-24.
49. Voir Jones, King et Klein (1992).

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, Kym, *Evolution des avantages comparatifs en Chine*, Centre de développement de l'OCDE, 1990.
- Bank of Japan, « Recent developments in the Chinese economy – economic reform, its success and problems », *Special Paper No. 176*, 1989.
- Banque mondiale, *Macroeconomic Stability and Industrial Growth Under Decentralized Socialism*, Rapport n° 7483-CHA, 1989.
- Banque mondiale, « China : between plan and market », Rapport n° 8440-CHA, Washington, 1990.
- Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1991 et 1992.
- Bateman, Deborah A. et Ashoka Mody, « Growth in an inefficient economy : a Chinese case study », (miméo), Banque mondiale, 1991.
- Bell, Michael et Kalpana Kochhar, « China : An evolving market economy – a review of reform experience », FMI, *Working Paper No. 89*, 1992.
- Bender, Adi, « China's foreign trade behavior in the 1980s; an empirical analysis », FMI, *Working Paper No. 92/5*, 1992.
- Blejer, Mario, David Burton, Steven Dunaway et Gyorgy Szapary, « China : economic reform and macroeconomic management », FMI, *Occasional Paper No. 76*, 1991.
- Braga, C.A. Primo et Alexander J. Yeats, « The simple arithmetic of existing minilateral trading arrangements and its implications for a post-Uruguay Round world », Banque mondiale, 1992.
- Byrd, William et Alan Gelb, « Township, village, and private industry in China's economic reform », Banque mondiale, *Working Papers No. WPS 406*, 1990.
- Cheng, Hang-Sheng, « China's foreign trade reform, 1979-1991 », Federal Reserve Bank of San Francisco, Economic Research Department, *Working Paper No. PB92-01*, 1992.
- Clad, James, *Behind the Myth – Business, Money and Power in Southeast Asia*, Grafton Books ed., Londres, 1989.
- Coase, Ronald, « The problem of social cost », *The Journal of Law and Economics*, 1960.
- Gee, San, « Taiwanese corporations in globalisation and regionalisation », Centre de développement de l'OCDE, *Document technique n° 61*, 1992.
- Harding, Harry, *China's Second Revolution – Reform After Mao*, The Brookings Institution, Washington, 1987.
- Heady, Christopher J. et Pradeep K. Mitra, « Taxation in decentralizing socialist economies – the case of China », Banque mondiale, *Working Papers No. WPS 820*, 1992.
- Hongkong Bank, « Hong Kong's re-export trade », *Economic Report*, janvier 1992
- Hongkong Bank, « Monetary integration between Hong Kong and China », *Economic Report*, février 1993.

- Hong Kong Government Secretariat, *1992 Economic Background*, Economic Services Branch, 1993.
- Huang, Fanzhang, « Foreign direct investment in China since 1979 », *Changing Patterns of Foreign Direct Investment in the Pacific Region*, Pacific Economic Cooperation Council, publié par le Japan Committee for Pacific Economic Outlook, 1992.
- Jones, Randall, Robert King et Michael Klein, « The Chinese Economic Area : Economic Integration Without A Free Trade Agreement », Département des Affaires économiques de l'OCDE, *Documents de travail*, n° 124, 1993.
- Kraus, Willy, « *Private Business in China* », Hurst & Company Ed., Londres.
- Kurz, M., « Altruistic equilibrium » in B. Balassa et R. Nelsson (dir. publ.), *Economic Progress, Private Values and Public Policy*, Amsterdam, 1977.
- Lim, Linda Y.C. et Pang Eng Fong, *L'investissement direct étranger et l'industrialisation en Malaisie, a Singapour, a Taïwan et en Thaïlande*, Centre de développement de l'OCDE, 1991.
- Lloyd, Peter J., « Régionalisation et commerce mondial », *Revue économique de l'OCDE*, n° 18, printemps 1992, pp. 7-50.
- Martin, Will, « China's foreign exchange system », Banque mondiale, communication présentée à la Conference on China's reform and economic growth, Australian National University, Canberra, 11 novembre 1991.
- Noland, Marcus, *Pacific Basin Developing Countries*, Institute for International Economics, Washington, 1990.
- OCDE, *Intégration économique; économies de l'OCDE, économies dynamiques d'Asie et pays d'Europe centrale et orientale*, 1993a.
- OCDE, *Regional Integration and Developing Countries*, 1993b.
- Ohashi, Hideo, « Economic relations between China and Hong Kong », *Jetro, China Newsletter* No. 95, novembre-décembre 1991.
- Park, Yung Chul, « The Little Dragons and structural change in Pacific Asia », *The World Economy*, Londres, 1989.
- People's Republic of China, *China Statistical Yearbook 1991*, State Statistical Bureau, Beijing, 1991.
- Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1990.
- Radner, R., « Collusive behaviour in non-cooperative epsilon-equilibria in oligopolies with long but finite lives », *Journal of Economic Theory*, 1980.
- Rajaram, Anand, « Reforming prices – the experience of China, Hungary and Poland », Banque mondiale, *Discussion Papers* No. 144, 1992.
- Redding, Gordon S., *The spirit of Chinese capitalism*, De Gruyter Ed., Berlin et New York, 1990.
- Republic of China, *Taiwan Statistical Data Book*, Taipei, 1990.
- Schmidt-Hebbel, Klaus et Aihua Xu, « Price reform and inflation in China », Banque mondiale, Washington, 1991.
- Sung, Yun-Wing, « The re-integration of Southeast China », Chinese University of Hong Kong, communication présentée à la Conference on China's reforms and economic growth, Australian National University, Canberra, 11-14 novembre 1991.
- Tang, K.Y., « Foreign direct investment in Hong Kong », *Changing Patterns of Foreign Direct Investment in the Pacific Region*, Pacific Economic Cooperation Council, publié par le Japan Committee for Pacific Economic Outlook, 1992.

- Warr, Peter G. et Zhang Xiao Guang, « China's comparative advantage », dans *China's Reforms and Economic Growth*, 1993.
- Wonnacott, P. et M. Lutz, « Is there a case for free trade areas? », dans J. Schott (dir. publ.), *Free Trade Areas and U.S. Trade Policy*, Institute for International Economics, Washington, 1989.
- Yeats, Alexander J., « China's foreign trade and comparative advantage – prospects, problems and policy implications », Banque mondiale, *Discussion Papers No. 147*, 1991.